

UNIVERSITÉ CHEIKH ANTA DIOP DE DAKAR  
CENTRE D'ÉTUDES DES SCIENCES ET TECHNIQUES DE L'INFORMATION



*REVUE AFRICAINE DE COMMUNICATION*

**LA DÉSINFORMATION : ENJEUX, STRATÉGIES, DÉCONSTRUCTION**



Nouvelle Série, n°4  
Décembre 2021

*REVUE AFRICAINE DE COMMUNICATION*



**LA DÉSINFORMATION : ENJEUX, STRATÉGIES, DÉCONSTRUCTION**

**Nouvelle Série  
N°4, décembre 2021  
ISSN : 0850-895X**



*Revue Africaine de Communication (RAC)*  
Nouvelle Série, n°4, décembre 2021

**Directeur de publication :** Mamadou Ndiaye, directeur du Centre d'Études des Sciences et Techniques de l'Information (CESTI) de Dakar (Sénégal)

**Coordonnateur et Rédacteur en Chef :** Alioune Dieng, professeur des universités, CESTI, Université Cheikh Anta Diop (Sénégal)

**Comité Scientifique :**

Marc-François Bernier, professeur des universités, Université d'Ottawa (Canada)

N'guessan Julien At choua, professeur des universités, Université Félix-Houphouët Boigny (République de Côte d'Ivoire)

Frédéric Lambert, professeur des universités, Université Paris 2 Panthéon-Assas (France)

Lamine Ndiaye, professeur des universités, Université Cheikh Anta Diop (Sénégal)

Anne Piponnier, professeure des universités, Centre de recherche sur les Médiations, Université de Lorraine

Yahya Diabi, professeur des universités, Université Félix-Houphouët Boigny (République de Côte d'Ivoire)

Annie Lenoble-Bart, professeure émérite, Université Michel de Montaigne, Bordeaux III, (France)

Serge Théophile Balima, professeur des universités, Université de Ouagadougou (Burkina Faso)

Anna Paola Soncini, professeure des universités, Université de Bologne (Italie)

Alioune Diané, professeur des universités, Université Cheikh Anta Diop (Sénégal)

Modou Ndiaye, professeur des universités, Université Cheikh Anta Diop (Sénégal)

Aimé-Jules Bizimana, professeur agrégé, Université du Québec en Outaouais (Canada)

Mor Faye, maître de conférences, Université Gaston Berger (Sénégal)

Diégane Sène, maître de conférences, Université Cheikh Anta Diop (Sénégal)

Moustapha Samb, maître de conférences, Université Cheikh Anta Diop (Sénégal)

Malick Diagne, maître de conférences, Université Cheikh Anta Diop (Sénégal)

**Comité de lecture :**

Dr Dominique-François Mendy, CESTI, Université Cheikh Anta Diop (Sénégal)

Dr Moustapha Mbengue, EBAD, Université Cheikh Anta Diop (Sénégal)

Dr Djibril Diakhate, EBAD, Université Cheikh Anta Diop (Sénégal)

Dr Marième Pollèle Ndiaye, UFR CRAC, Université Gaston Berger, (Sénégal)

Dr Namoin YAO – BAGLO, ISICA/Université de Lomé

Dr Mohamed Sakho Jimbira, Centre de recherche sur les Médiations, Université de Lorraine (France)

Dr Sokhna Fatou Seck SARR, UFR CRAC, Université Gaston Berger (Sénégal)

**Comité de rédaction :**

Dr Mouminy Camara, CESTI, Université Cheikh Anta Diop (Sénégal)

Dr Sahite Gaye, CESTI, Université Cheikh Anta Diop (Sénégal)

Dr Faoumata Bernadette Sonko, CESTI, Université Cheikh Anta Diop (Sénégal)

Dr Sellé Seck, CESTI, Université Cheikh Anta Diop (Sénégal)

*REVUE AFRICAINE DE COMMUNICATION*



**Nouvelle Série, n°4**

**LA DÉSINFORMATION : ENJEUX, STRATÉGIES, DÉCONSTRUCTION**

Numéro coordonné et édité par Alioune Dieng,  
Professeur titulaire



**UNIVERSITÉ CHEIKH ANTA DIOP DE DAKAR**  
**CENTRE D'ÉTUDES DES SCIENCES ET TECHNIQUES DE L'INFORMATION (CESTI)**  
**Décembre 2021**

**Illustration de couverture :** Boubacar Badji

**©Copyright CESTI  
Tous droits réservés**

**Maquette de couverture :**

Une représentante de l'administration et des étudiants du CESTI, en discussion sur le Covid-19

**Composition et mise en page :**

Professeur Alioune Dieng

**Contacts :**

Service commercial : +221 33 824 68 75 / +221 33 824 93 66

Fax : +221 33 824 24 17

**Adresses :**

Revue Africaine de Communication

CESTI/UCAD, BP 5005, Dakar-Fann, Sénégal

Emails : [cesti@ucad.edu.sn](mailto:cesti@ucad.edu.sn) ; [alioune1.dieng@ucad.edu.sn](mailto:alioune1.dieng@ucad.edu.sn)

**Impression :** MCGSI, Avenue Cheikh Anta Diop, Dakar (Sénégal)

# SOMMAIRE

## AVANT-PROPOS

I/II

## PREMIÈRE PARTIE : La désinformation : enjeux, stratégies, déconstruction

1- Namoin Yao-Baglo

*Communication gouvernementale à l'épreuve de la Covid 19 : cas du Togo* 1/18

2- Mahamoudou Konaté

*Informations scientifiques et dilemmes éthiques dans le contexte de la pandémie covid-19* 19/33

3- Sylvestre Kouassi Kouakou

*Médias sociaux et covid-19 : analyse des pratiques informationnelles des étudiants sénégalais sur WhatsApp* 35/58

4- Djibril Diakhaté, Moustapha Mbengue, Moussa Samba

*L'Analyse des Réseaux Sociaux (ARS), une démarche de détection des théories conspirationnistes dans les réseaux socio-numériques : le cas des tweets dans la lutte contre la Covid-19 en Afrique* 59/81

5- Hamidou Belem

*Rumeurs autour de la Covid-19 au Burkina Faso : manifestations et impacts à l'ère du numérique* 83/102

6- Barthélémy Toumgbin Della

*Les réseaux sociaux : la nouvelle caverne de Platon et la crise d'identité de l'homme sartrien* 103/118

## DEUXIÈME PARTIE : VARIA

7- Marième Pollèle Ndiaye

*Questionner l'objet « Eau » en sciences de l'information et de la communication : un défi épistémologique ?* 121/133

8- Onésime Ndayizeye, Melchior Ntahonkiriye, Mamadou Ndiaye

*Les facteurs entravant la couverture médiatique des questions agricoles au Burundi* 135/153

9- Kouadio Joël-Henri Gilles ALOKO-N'GUESSAN

*Analyse communicationnelle des effets de la lutte contre l'usage des sachets plastiques par les populations ivoiriennes* 155/175

## AVANT-PROPOS

La *Revue Africaine de Communication (RAC)* est un cadre d'échanges et de dialogue interdisciplinaires sur les sciences et les technologies de l'information et de la communication, mais aussi sur l'analyse du discours, du droit, de l'éthique et de la déontologie des médias. Elle souhaite contribuer, le plus largement possible, au développement des études et des pratiques portant sur les sciences et les technologies de l'information et de la communication, articulées à d'autres champs disciplinaires tels que les sciences politiques, l'économie, la géopolitique, l'éducation, la sociologie, l'anthropologie, la linguistique, le management, le marketing, la culture, etc.

Le numéro 4/2021 de la Nouvelle Série est consacré aux *enjeux*, aux *stratégies* et à la *déconstruction* de la *désinformation*. En effet, la crise sanitaire engendrée par la pandémie du COVID 19 s'est doublée d'une crise économique et sociale à l'échelle mondiale, remettant au goût du jour le débat sur la désinformation. Cette forme de manipulation de l'information, à la fois stratégique et technique, est motivée par des enjeux qui appellent une déconstruction, voire une réorientation et une régulation rigoureuse du secteur des médias, surtout des réseaux sociaux.

Les articles réunis dans le numéro actuel sont redistribués dans deux parties : le dossier thématique sur la désinformation, qui rassemble six articles, et la partie *Varia*, qui en regroupe trois. Cinq auteurs analysent la communication et la gestion de l'information en rapport avec la crise sanitaire créée par le Covid-19. En prenant le cas du Togo, Namoin Yao-Baglo s'intéresse à la communication gouvernementale, en rapport avec le coronavirus, dans la perspective d'une approche communicationnelle des organisations (ACO). Dans un contexte de crise sanitaire mondiale, la gestion de l'information scientifique prend une importance capitale face au risque de désinformation que représentent les réseaux sociaux. De plus, elle situe la question à un double niveau de responsabilité éthique, celle de l'homme de science, et déontologique, celle du professionnel des médias. Cependant, les réseaux sociaux rendent complexe cette exigence éthique et scientifique (Mahamoudou Konaté). Quant à Sylvestre Kouassi Kouakou, il analyse les pratiques informationnelles des étudiants sénégalais sur WhatsApp, en semi-confinement, pour cerner leurs motivations à utiliser les plateformes numériques d'interactions sociales, d'une part, l'importance que celles-ci prennent sur les médias classiques, d'autre part.

En outre, l'analyse des réseaux sociaux adopte la démarche de détection des théories conspirationnistes dans le cas spécifique de la pandémie de Covid-19 en Afrique (Djibril Diakhaté, Moustapha Mbengue & Moussa Samba). Contrastant avec la communication officielle, la désinformation relève parfois des rumeurs dont le principe de fonctionnement est étudié par Hamidou Belem qui cherche à en déceler les auteurs, les canaux de propagation, les stratégies argumentatives ainsi que leur incidence sur la gestion de la crise sanitaire produite par le Covid-19 au Burkina Faso.

L'analyse de la désinformation prend aussi une dimension philosophique avec Barthélémy Toumgbin Della, qui voit dans les réseaux sociaux une nouvelle caverne de Platon, qui permet de lire autrement la crise identitaire de l'homme.

Dans la partie *Varia*, Marième Pollèle Ndiaye questionne l'objet «eau» pour montrer le défi épistémologique que représente son analyse au prisme des sciences de l'information et de la communication, car celle-ci met en exergue le caractère impérieux de la promotion des changements de comportements dans le traitement de l'information environnementale et dans la gestion du liquide vital. En prenant toujours comme objet la nature, Onésime Ndayizeye, Melchior Ntahonkiriye et Mamadou Ndiaye se penchent sur les facteurs qui entravent la couverture médiatique des questions agricoles au Burundi. Enfin, l'impact de la lutte contre l'usage des sachets plastiques par les populations ivoiriennes, dans sa dimension communicationnelle, est analysé par Kouadio Joël-Henri Gilles Aloko-N'guessan.

**Professeur Alioune Dieng**

## COMMUNICATION GOUVERNEMENTALE À L'ÉPREUVE DE LA COVID-19 : CAS DU TOGO

**Namoin YAO-BAGLO,  
Université de Lomé (Togo)**

**Résumé :** La communication autour de la Covid-19 a été en majeure partie gouvernementale puisque la crise sanitaire engendrée par ce virus est une question de santé publique. En ce sens, sa gestion a mis à rude épreuve les systèmes gouvernementaux et, par ricochet, démocratiques régissant les pays. Basé sur une description et une analyse des différents actes de communication (communiqués du gouvernement, arrêtés essentiellement) dans la perspective des approches communicationnelles des organisations (ACO), cet article s'intéresse à la communication gouvernementale du Togo durant cette période allant de mars 2020 à septembre 2021. D'une part, il révèle la prédominance de l'information sur la communication. D'autre part, il montre la manière dont, progressivement, la pédagogie a laissé place à une violence symbolique lors de la mise en œuvre de certaines mesures révélant ainsi, le type de gouvernance pratiqué dans ce pays.

**Mots clés :** Communication gouvernementale, Togo, crise sanitaire, covid-19, démocratie.

**Abstract:** Communication around Covid-19 has been mostly of major concern since the health crisis caused by this virus is a public health issue. In this sense, its management has put a strain on the governmental and, by extension, democratic systems governing countries. Based on a description method and an analysis of the various communicative acts (government press releases, mainly decrees) from the perspective of organizational communication approaches (ACO), this article focuses on the government communication in Togo during this period from March 2020 to September 2021. On the one hand, it reveals the predominance of information over communication. On the other hand, it shows how, gradually, pedagogy has given way to symbolic violence during the implementation of certain measures thus revealing the type of governance practiced in this country.

**Keywords:** Government communication; Togo; health crisis; covid 19; democracy.

### Introduction

La Covid-19, apparue officiellement en décembre 2019 à Wuhan en Chine, est passée rapidement d'une épidémie à une pandémie en mars 2020<sup>1</sup>. Elle s'est donc vite révélée comme une crise, c'est-à-dire comme « un événement inattendu mettant en péril la réputation et le fonctionnement d'une organisation » (Lerbingern (1997), cité par Libaert, 2008 : 168), entraînant bien des dysfonctionnements, à l'échelle mondiale. La covid-19 a ainsi offert au monde entier, par le truchement d'Internet et des réseaux sociaux, des débats scientifiques et profanes d'une grande envergure. De la désinformation à la mésin-

---

<sup>1</sup> Le 11 Mars 2020, l'OMS a déclaré que l'épidémie du Coronavirus est devenue une pandémie au regard de sa vitesse de propagation et du nombre de victimes.

formation, le débat a révélé bien des controverses sur les traitements disponibles et les vaccins, mettant en jeu la responsabilité des gouvernements en matière de communication en situation de crise (Romeyer et Fox, 2021). Car, la communication est au cœur d'une situation de crise et la dimension opérationnelle ne doit pas être reléguée au second plan (Libaert, 2015).

Le Togo, à l'instar des autres pays, a aussi mis l'accent sur la communication dans la gestion de cette crise sanitaire. La communication publique dans ce pays s'articule essentiellement autour de la diffusion des informations sur les médias (Yao, 2018). Toutefois, on a assisté à une communication très asymétrique entre les gouvernants et les gouvernés (Carayol, 2004). La communication gouvernementale togolaise s'est révélée très institutionnelle, calquée sur le modèle du porte-parolat (Hubé, 2020)<sup>2</sup>. Aussi y a-t-il eu très peu d'interactions véritables avec les populations.

Or, si l'on considère que la communication procède de la cohabitation et de la relation (Wolton, 2009), et qu'en situation de crise, elle ambitionne de fédérer les différentes cibles, de nouer des relations avec elles afin de les comprendre et mieux répondre à leurs préoccupations, alors se justifie la nécessité de questionner la manière dont le Togo a communiqué cette crise sanitaire. Au regard de tout ce qui précède, la question principale de cette recherche est formulée comme suit : de quelle manière le gouvernement togolais a-t-il communiqué et quelle(s) signification(s) émanent de ces pratiques communicationnelles durant cette crise ? D'une façon spécifique, deux questions se posent : Quel a été le modèle de communication exécuté ? Quelles significations apparaissent en analysant minutieusement la parole publique et les actes posés durant cette période ?

Pour répondre à ces questions, nous émettons deux (2) hypothèses. La première postule que le gouvernement togolais a su bien gérer la crise au regard des dispositions prises sur le plan opérationnel et communicationnel. Cependant, le modèle de communication mis en œuvre s'apparente au modèle linéaire, voire mécaniste de la communication développée par Shanon et Weaver. La seconde hypothèse que nous formulons dans le cadre de ce travail suppose que les significations émanant des pratiques observées fassent apparaître une asymétrie de la communication et une forme de violence symbolique, eu égard à certaines mesures prises. Elles révèlent également le sys-

---

<sup>2</sup> Le gouvernement togolais dispose de deux porte-paroles depuis octobre 2020.

tème de gouvernance de ce pays. L'objectif de cette recherche, qui prend appui sur les Approches Communicationnelles des Organisations (ACO) et s'inscrit dans une démarche essentiellement qualitative, est d'analyser les pratiques communicationnelles du gouvernement togolais à la quête de leurs significations.

Les ACO s'inspirent du paradigme interprétatif puisqu'elles s'intéressent

aux activités et processus symboliques inscrits au cœur de ces phénomènes informationnels et communicationnels, associés à la construction et au partage du sens, à l'interprétation, aux cadres de pensée et aux représentations sont ainsi amenés à devenir des facteurs explicatifs du monde (Bouillon, Bourdin & Loneux, 2007 : 9).

Aussi avons-nous procédé, pour la collecte des données, par une analyse documentaire<sup>3</sup> et par des entretiens avec des personnes-ressources<sup>4</sup>. Et les résultats se présentent en deux grandes parties : la gestion de la crise sur le plan opérationnel et communicationnel ; les significations des pratiques communicationnelles du gouvernement togolais à l'épreuve de la Covid-19.

## **1. La gestion de la crise à l'épreuve de la Covid-19 : contexte, décisions et communication**

Cette première partie aborde le contexte pré-pandémique en montrant la manière dont il portait les germes de la désinformation. Ensuite, il décrit et analyse successivement les mesures prises sur le plan opérationnel et communicationnel dans le cadre de la gestion de cette crise.

### **1.1. Un contexte pré-covid favorable à la désinformation ?**

La description du contexte dans le cadre de cette recherche est nécessaire pour deux raisons. La première est que les ACO et le paradigme interprétatif retenus nécessitent la connaissance du contexte dans lequel les organisations (ici le gouvernement togolais) communiquent afin de comprendre le sens de leurs pratiques. La deuxième raison est liée au fait que la frontière existante entre la communication gouvernementale et la communication politique est très tenue (Markova,

---

<sup>3</sup> Elle a permis d'analyser des arrêtés, une vingtaine de communiqués publiés par le gouvernement togolais de mars 2020 à septembre 2021, des articles de journaux publiés en ligne et en lien avec le sujet.

<sup>4</sup> Il s'agit de deux journalistes de la presse privée, d'un rédacteur en chef de la TVT et d'une personne travaillant au sein de la cellule d'information gouvernementale au mois de septembre 2021.

2014 ; Wolton, 1995). Dans cette optique, la connaissance du contexte est vectrice de sens.

Ainsi, la communication gouvernementale de chaque pays s'inscrit dans un espace/temps bien défini. D'après Salerno et Amey, « la communication gouvernementale au sujet de la COVID-19 s'appuie aussi sur le degré de confiance de la population vis-à-vis des institutions du pays » (Salerno & Amey, 2021 : 3). Dans cette perspective, les citoyens interprètent l'information publique en la mettant en relation avec un certain nombre de faits récents et/ou lointains. Dans le cas de la méfiance/résistance, les messages diffusés par les membres du gouvernement auront des difficultés à rencontrer l'adhésion voulue car la communication gouvernementale inclut globalement « le fait d'informer, d'écouter, d'engager et de persuader dans le but de communiquer plus efficacement » (Thomas, 2013 : 65, cité par Markova, 2013 : 9).

Avant l'avènement de la crise sanitaire liée au Coronavirus, le Togo vivait une crise politique postélectorale issue des élections présidentielles de février 2020<sup>5</sup>. Celle-ci s'est caractérisée par une campagne de désinformation par le truchement des réseaux sociaux et d'Internet<sup>6</sup>. Le climat social était tendu et les manifestations réclamant la victoire du candidat de l'opposition étaient réprimées.

C'est dans ce contexte de crise politique et de tension sociale que le premier cas de Coronavirus a été annoncé au Togo le 07 mars 2020. Cette annonce vient pratiquement avec celle de l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS) relative à la mise en place d'un fonds de solidarité pour la riposte à la Covid 19 octroyé aux pays surtout les plus vulnérables<sup>7</sup>. Ces deux éléments (contestations des élections et fonds de solidarité) feront, à la publication du premier cas de Covid 19 au Togo, qu'un scepticisme général s'est installé dans la population. Pour d'aucuns, le Togo a déclaré ce premier cas afin de bénéficier du fonds de solidarité mis en place par l'OMS. Pour d'autres encore, le pays se sert de cette pandémie pour interdire les manifestations pu-

---

<sup>5</sup> Il est à noter que cette élection s'est déroulée dans un contexte assez particulier avec le changement de certains articles de la constitution. Ainsi, pour les défenseurs du régime, Faure Gnassingbé se présentait à son premier mandat d'après la nouvelle constitution. Pour ses détracteurs, il s'agit d'un quatrième mandat.

<sup>6</sup> « Togo : autoproclamé président, Agbéyomé annonce la nomination de son Premier ministre », Bénin Web TV. <beninwebtv.com>. Consulté le 18 Octobre 2021.

<sup>7</sup> L'OMS, la Fondation pour les Nations Unies et leurs partenaires créent le premier fonds de solidarité pour la lutte contre le COVID-19. <who.int>. Consulté le 18 octobre 2021.

bliques, en l'occurrence celles réclamant la victoire du candidat de l'opposition. En l'absence de véritables échanges avec la population, les spéculations allaient bon train avec l'intensification du phénomène de désinformation amplifié par les réseaux sociaux, particulièrement l'utilisation de l'application Whatsapp.

Ce contexte devient un terreau favorable aux phénomènes de désinformation, de malinformation et de mésinformation observés dans l'espace public. C'est aussi le moment choisi par le gouvernement pour démarrer la campagne de communication et de sensibilisation des citoyens sur l'ensemble des mesures prises. Avant d'aborder les pratiques communicationnelles, nous allons décrire dans les lignes ci-dessous le dispositif opérationnel mis en place dans le cadre de la gestion de cette crise sanitaire.

## **1.2. L'étendue des mesures prises sur le plan opérationnel**

Dans cette partie, le dispositif opérationnel mis en place par le gouvernement togolais dans le cadre de la gestion de cette crise sanitaire sera décrit puis analysé au regard du paradigme interprétatif duquel s'inspirent les ACO convoquées dans le cadre de cette recherche. Rappelons que les ACO sont orientées vers la recherche des significations des pratiques info-communicationnelles des organisations.

Aussi, sur le plan opérationnel, plusieurs mesures ont été prises et il sera difficile de les retracer chronologiquement et de façon exhaustive. Celles-ci peuvent être classées en cinq (5) catégories, qui renvoient à des mesures organisationnelles, réglementaires et sécuritaires, sanitaires, sociales et économiques. À titre d'exemple, on peut citer pêle-mêle, l'instauration d'un numéro vert (111) pour signaler les cas de Covid 19, la fermeture des frontières, des écoles, des universités, des lieux de culte à partir du 19 mars 2020 et la création de la Coordination Nationale de Gestion de la Riposte au COVID-19 (CNGRC19) par décret présidentiel le 30 mars 2020<sup>8</sup>.

---

<sup>8</sup> Cet organe est l'échelon intermédiaire entre le Comité de crise présidé par le président de la République et les différents ministères engagés dans la riposte. Il s'agit d'un organe interministériel de gestion chargé d'assurer la coordination interministérielle de la mise en œuvre des décisions gouvernementales, de centraliser et d'analyser toutes les informations en relation avec la pandémie, de concevoir des scénarios d'anticipation et de riposte, de préparer et mettre en exécution les décisions du Gouvernement relatives à la crise, d'assurer la planification, la programmation, le suivi-évaluation des interventions de la Riposte.

Aussi, un état d'urgence d'une durée de trois mois<sup>9</sup> et un couvre-feu à compter du 02 avril 2020 sont annoncés<sup>10</sup>. Hormis ces deux actes, on note également la création d'un comité de riposte chargé de veiller au respect strict des mesures barrières dans les marchés du Grand Lomé sans oublier le comité scientifique<sup>11</sup>. Un centre hospitalier spécifique (celui de CHR Lomé-Commune) a été réquisitionné pour accueillir et soigner les personnes testées positives<sup>12</sup>.

Toujours, sur le plan opérationnel, on peut relever la mise en place d'une force spéciale anti-pandémie forte de 5 000 hommes chargée de veiller au respect du couvre-feu. Le bouclage du grand Lomé et de la ville de Sokodé, le réajustement des horaires de travail des fonctionnaires de 9 h à 16 h dans un premier temps et de 8 heures à 16 heures à compter du lundi 11 mai 2020. Sur les 400 milliards de F CFA annoncés pour la gestion de la crise, 100 milliards sont alloués au secteur médical, d'après les annonces faites.

On note aussi différentes mesures sociales pour aider les foyers les plus modestes et vulnérables à faire face aux impacts de la COVID-19. Il s'agit notamment de la gratuité de l'eau potable au niveau des bornes-fontaines ainsi que la réduction des frais de branchement à l'eau de 75 000 à 25 000 CFA. Le gouvernement a entrepris d'octroyer une tranche sociale des factures d'électricité pour les 3 mois de l'état d'urgence sanitaire. Peut être aussi mentionnée, la mise en place d'un système de transfert monétaire dénommé Novissi<sup>13</sup>, qui est un programme de transferts monétaires visant à soutenir tout citoyen togolais éligible ayant perdu son revenu en raison de l'adoption des mesures de riposte contre le Coronavirus.

Sur le plan économique, plusieurs mesures de soutien aux entreprises ont été prises. Elles ont bénéficié également, au cas par cas, de dispositifs d'allègements fiscaux. Par ailleurs, il faut rappeler la mise en place d'un cadre de réflexion dans le secteur privé en vue de

---

<sup>9</sup> L'état d'urgence sanitaire permet de gouverner par ordonnance durant la période indiquée. Le but étant d'après le porte-parole du gouvernement de faciliter la gestion opérationnelle de la crise.

<sup>10</sup> De 20 heures à 06 heures du matin et repousser à partir du 10 mai de 21 heures à 05 heures du matin.

<sup>11</sup> Un comité scientifique composé essentiellement des enseignant-chercheurs de la faculté de médecine de l'Université de Lomé a été instauré par le Chef de l'État.

<sup>12</sup> Les cas contacts sont accueillis et soignés dans des hôtels spécifiques. Le dispositif d'isolement des cas contacts vise à limiter la propagation du virus en éloignant les malades de leurs cercles familiaux.

<sup>13</sup> Solidarité en langue locale.

l'adoption de mesures de soutien à la consommation, à la production et à la sauvegarde de l'emploi. Le gouvernement a déclaré avoir initié une étude sur la situation fiscale des entreprises, notamment celles qui sont les plus exposées aux conséquences de la crise. Toutes ces mesures auraient valu au Togo d'être classé comme le deuxième pays en Afrique et le quinzième mondial dans la gestion de cette crise<sup>14</sup>.

Cette description non exhaustive montre l'envergure des décisions prises et leur portée économique, sociale et politique. Sans s'appesantir sur leur réceptivité, on peut les classer au sein de deux moments forts. Le premier, concerne l'ensemble des mesures prises dès l'annonce du premier cas (instauration du numéro vert, fermeture des écoles, des universités, etc.) jusqu'au discours du président de la République du 01 avril 2020. Ce discours lancera le second moment de la gestion de la crise d'un point de vue opérationnel. Il recèle une portée énonciatrice, du point de vue de l'émetteur, en l'occurrence le président de la République, et performative très fortes (Gramaccia, 2001). En effet, Gramaccia s'appuie sur les travaux d'Austin (1962) pour analyser les actes de langage performatifs au sein des organisations.

Dans cette perspective, on peut avancer que le discours du chef de l'État dans sa dimension performative a remodelé la gestion opérationnelle de la crise par l'ampleur des annonces faites. L'acte de communication que constitue ce discours a une portée symbolique très forte également puisque le président s'exprime rarement dans l'espace médiatique togolais. Cet acte de communication (prononciation d'un discours dans un contexte de crise sanitaire mondiale) dénote de la gravité de la situation. Au-delà de sa dimension performative, il instaure une nouvelle temporalité : celle de l'accélération. Ainsi, du 01 avril 2020 jusqu'en septembre 2021 (période prise en compte dans cette recherche) toute une panoplie de mesures ont été prises.

---

<sup>14</sup> « L'étude, réalisée sur 98 pays pour lesquels les données étaient disponibles, a couvert les 36 semaines suivant le centième cas confirmé de contamination dans chaque pays, en prenant en compte six indicateurs (cas confirmés par million de personnes, décès confirmés par millions de personnes, cas confirmés en proportion de tests, test pour mille personnes, entre autres). Le Togo (1er en Afrique de l'Ouest) obtient une moyenne de 72,8 sur 100, derrière le Rwanda (80,8 /6ème mondial) » (Togo, 2ème meilleur pays africain et 15ème mondial dans la gestion du Covid-19 (étude). <[www.republiquetogolaise.com](http://www.republiquetogolaise.com)>. Consulté le 16 octobre 2021. « Quels pays africains répondent le mieux à la crise du Covid-19 ? ». <[www.jeuneafrique.com](http://www.jeuneafrique.com)>. Consulté le 16 octobre 2021.

Celles-ci seront portées à la connaissance du public grâce à un dispositif communicationnel décrit puis analysé ci-dessous.

### 1.3. De la modélisation de la communication gouvernementale face à la Covid 19 au Togo

Sur le plan communicationnel, les données collectées par le biais de la recherche documentaire et des entretiens ont révélé que des plans médias ont été confectionnés et exécutés dès le mois de mars à ce jour.

Sensibilisation sur le CORONA VIRUS PROGRAMME DU LUNDI 23/03/2020			
Ministre ADEZE	Membre du conseil de l'Unité de la République et de la promotion de la communication locale	RADIO. NANA FM	07h à 08h
Médiane-Godwin DABBA	Membre du comité national de riposte	RADIO. VICTOIRE FM	07h à 08h
Mme Sylvain DASSOU	DD INAM	RADIO. METROPOLIS	08h30 à 09h30
M. Bado ABOU	Conseiller municipal de la commune VOI	RADIO. ZEPHYR RADIO. GARDÉ SEINE	9h à 10h 16h à 17h
Mme Pascale DANSSO	Présidente des Femmes du marché d'Adiogoané	RADIO. ZEPHYR	16h à 17h30
Médiane-Godwin DASSOU	Secrétaire Général du ministère de la santé	RADIO. PYRAMIDE FM RADIO. GARDÉ SEINE	11h à 12h 18h30

Figure 1 : Exemple d'un plan média. Source : Cellule Communication de la Présidence de la République, reçu par WhatsApp en Mars 2020<sup>15</sup>.

Les médias classiques (presse écrite, radios, télévisions publiques comme privées) et numériques (Internet, réseaux sociaux) ont fortement contribué à relayer la campagne d'information gouvernementale en lien avec la crise sanitaire mondiale. D'après Ollivier - Yaniv,

La communication gouvernementale dite institutionnelle peut donc être appréhendée comme un ensemble de messages diffusés le plus souvent au moyen d'outils de communication de masse, au nom de l'intérêt général. Les campagnes sont en effet censées sinon répondre des besoins, du moins permettre à l'État de remplir certaines de ses missions vis-à-vis des citoyens. La typologie qui est communément établie en fonction des effets à produire est significative : les campagnes se trouvent ainsi justifiées par la nécessité et « le devoir » de l'État d'informer les citoyens de leurs droits et devoirs, mais encore de modifier les attitudes et les comportements des individus en société pour le Bien commun (Ollivier-Yaniv, 1997 : 76).

Aussi, au quotidien, plusieurs acteurs multisectoriels sont intervenus sur les médias, les radios en particulier, pour informer les citoyens

<sup>15</sup> D'autres visuels ont été créés et diffusés chaque fois qu'une personne allait participer à une émission (radio ou TV) dans le cadre de la stratégie gouvernementale.

sur l'existence de la maladie, les sensibiliser pour l'adoption des gestes barrières et leur expliquer toutes les dispositions prises sur le plan organisationnel, social, économique, sécuritaire et sanitaire par le Gouvernement pour limiter la propagation du virus.

Outre le français, les émissions ont été animées dans d'autres langues locales, à savoir le *Kabyè* et le *Mina*. Plusieurs dizaines d'entre elles, parfois interactives, ont été animées par les radios et télévisions publiques comme privées. Dès le 27 mars 2020, la Télévision Togolaise (TVT), dans son émission « Au cœur de la nation », reçoit sur son plateau des médecins et autres acteurs de la vie sociale togolaise pour animer une première émission sur la Covid 19. De mars 2020 à septembre 2021, la TVT déclare avoir animé plus de soixante-dix émissions<sup>16</sup> sur ce sujet à raison d'une émission hebdomadaire sans compter les multiples reportages produits et diffusés. Au sein de cette campagne d'informations grand public, on relève aussi le recours au numérique par la création d'une plateforme<sup>17</sup> et la diffusion de l'information en ligne<sup>18</sup>. En ce qui concerne, la diffusion de l'information en ligne, les sites d'informations ont relayé l'actualité concernant la gestion quotidienne de cette crise par la diffusion des messages-imagés de sensibilisation sous forme d'insertions. Ces mêmes images sont largement diffusées sur les réseaux sociaux et particulièrement WhatsApp. Cette application est majoritairement utilisée au Togo comme ailleurs car accessible et facile d'utilisation. Ainsi, des groupes WhatsApp ont été initiés par certains membres proches du pouvoir pour regrouper des médias au même endroit et leur apporter des informations en temps réel<sup>19</sup>. Des sites Web desti-

---

<sup>16</sup> Ce chiffre nous a été communiqué par l'un des rédacteurs en chef de la télévision nationale.

<sup>17</sup> Elle sert entre autres à informer sur le nombre de personnes contaminés, les décès, prendre rendez-vous pour se faire vacciner, le schéma de la vaccination comprenant les vaccins disponibles, le nombre total de doses administrées, les personnes complètement vaccinées. Situation au Togo - COVID 19 (<gouv.tg>)

<sup>18</sup> Site internet du gouvernement togolais : Portail de la République Togolaise (<gouv.tg>/Accueil) – République Togolaise - Togo Officiel (<republiquetogolaise.com>) et des comptes Twitter.

<sup>19</sup> Le Togo ne dispose pas à ce jour une cellule de communication gouvernementale à proprement parler. Le gouvernement dispose certes de deux portes paroles : il s'agit des ministres de la Communication et celui des Droits de l'homme. La personne que les journalistes nous ont indiqué comme étant la personne ressource qui les contactait pour organiser les émissions est lui-même journaliste de formation.

nés à la diffusion de la vraie information, c'est-à-dire l'information officielle, ont été également créés pour parer aux intox et aux infox<sup>20</sup>. Cette description sommaire révèle les ressources et les supports engagées par l'État togolais afin d'informer les citoyens sur le plan de riposte contre la Covid-19. Elle montre également la prédominance de l'information sur la communication puisque les dispositifs mis en place ne favorisaient pas la relation, voire la cohabitation de points de vue différents. Or, selon Wolton (2009), ce sont ces deux éléments qui différencient l'information de la communication. Aussi, le gouvernement togolais, qui a utilisé tous les canaux disponibles pour « communiquer », n'a fait en réalité qu'informer les citoyens. D'après Wolton, l'intensification de la production et de la diffusion des messages, autrement dit l'information, ont induit d'innombrables avancées techniques au détriment de la communication, de la relation avec l'autre. Il estime que la communication est plus complexe que l'information, car elle pose la question de l'autre. Définie comme la relation à travers laquelle les êtres humains cherchent à partager, séduire et convaincre, la communication englobe l'information (Wolton, 2009 : 140).

Ainsi le schéma communicationnel observé au Togo dans la lutte contre la maladie à coronavirus relève davantage du modèle linéaire de la communication développée par Shanon et Weaver. Unilatéralement, ce modèle se limite à la diffusion de l'information en s'assurant de l'efficacité des canaux de transmission (Laramée, 2010). En outre, les données collectées ont révélé que le gouvernement togolais a investi l'espace médiatique en envoyant ses « porte-paroles<sup>21</sup> » diffusés des messages. Bien que certaines émissions radiophoniques aient donné la possibilité aux auditeurs d'interagir, celle-ci n'a pas abouti à la construction d'une relation entre gouvernés et gouvernants dans la gestion de cette crise. Il n'y a pas eu de débats avec des points de vue contradictoires, d'une part, sur l'existence même de la maladie, d'autre part, sur la gestion de la crise. La communication a donc été très asymétrique avec une surabondance d'informations produites par le Gouvernement.

---

<sup>20</sup> On peut mentionner à cet égard, le site Internet Togocheck qui est une initiative non gouvernementale luttant contre les fake news à travers des publications audiovisuelles. <[www.togocheck.com](http://www.togocheck.com)>. Consulté le 21 octobre 2021.

<sup>21</sup> Par porte-parole ici, nous entendons tous les acteurs envoyés par le gouvernement pour prendre parole dans le cadre de la gestion de cette crise sanitaire c'est-à-dire, tous ceux dont les noms sont affichés sur les plans médias diffusés.

En plus de ces aspects, on note une campagne d'informations essentiellement cantonnée à Lomé, la capitale du Togo, où se trouvent la majorité des médias et des leaders d'opinion. Un autre fait marquant est, la rareté, voire l'absence du ministre de la Santé, de l'Hygiène publique et de l'Accès universel aux soins dans cette campagne d'information médiatique. Cette remarque n'est pas anodine dans la mesure où, dans des pays tels que le Sénégal, le Bénin, les ministres de la Santé étaient à l'avant-garde de la gestion de cette épineuse crise sanitaire. Dans cette perspective, et selon les ACO retenues pour cette recherche, comment peut-on interpréter, l'absence du ministre de la Santé dans ce dispositif informationnel ? Serait-elle révélatrice d'un dysfonctionnement dans l'exécutif togolais ?

L'analyse du modèle de communication exécuté durant cette crise et les questions sous-jacentes, conduisent à la deuxième partie de cet article dédiée à la problématique de la signification des pratiques communicationnelles durant cette crise. Quelles significations apparaissent en analysant minutieusement la parole publique et les actes posés durant cette période ? Que disent-elles du système de gouvernance en place au Togo ?

## **2. La signification des pratiques communicationnelles du gouvernement togolais à l'épreuve de la Covid 19**

### **2.1. Les limites du modèle linéaire de la communication**

La communication gouvernementale telle que définie par les auteurs convoqués dans cette recherche recèle deux aspects, à savoir l'information et la modification des attitudes et comportements (Ollivier Yaniv, 1997 : 76). Dans cette perspective, et dans le cas spécifique de cette crise sanitaire, les deux dimensions étaient nécessaires puisque la Covid-19 a instauré de nouvelles habitudes de vie exigeant la modification des attitudes et des comportements. Ainsi, on peut aussi avancer que la communication sur cette maladie possède la dimension de l'information publique et de la communication sociale au sens du changement des attitudes. L'efficacité de ce modèle peut être également interrogée au regard des acteurs et du contenu de certains communiqués qui ont été incompris par la population et ont servi à nourrir la campagne de désinformation massive en cours. Était-il judicieux de faire intervenir des acteurs provenant des différents secteurs de la vie sociopolitique en l'absence d'une réelle stratégie de

communication ? Le recours aux menaces et aux intimidations<sup>22</sup> par certains ministres en lieu et place de la pédagogie corrobore notre questionnement puisqu'on sait que le changement de comportement voulu, ne peut pas être prescrit, mais s'inscrit plutôt dans une temporalité outre que celle de l'action politique. L'absence d'une réelle stratégie de communication s'est également fait sentir au niveau du contenu de certains communiqués diffusés dans l'espace médiatique et public. À titre d'exemple, le communiqué en date du 19 mars 2020 lu à la TVT par le ministre de la Santé et de l'Hygiène publique, a été incompris par plusieurs citoyens y compris des journalistes. Voici un extrait du communiqué :

Ce jour 19 mars 2020, l'évolution de l'épidémie de coronavirus, COVID-19, dans notre pays se présente comme suit : le premier cas confirmé, au 14ème jour après son hospitalisation, est guéri. Toutefois, il reste sous observation médicale. Par contre, le suivi régulier effectué sur les contacts a révélé dans la nuit d'hier, mercredi 18 mars, cinq cas positifs au COVID-19. En outre, une Française, une Allemande et un Togolais, rentrés le 13 mars 2020 au Togo après un séjour en Europe ont été testés positifs au COVID-19, ce qui porte à neuf le nombre total de cas, dont un cas guéri. Toutes les dispositions sont prises pour la prise en charge des huit nouveaux cas » (Extrait du communiqué du ministre de la Santé du 19 mars 2020).

Ce communiqué, en annonçant à la fois la guérison (sous observation médicale) et des cas positifs comporte des informations antinomiques qui brouille le message de fond et provoque la suspicion. Si la personne a été guérie, pourquoi est-elle encore sous observation médicale ? Si la pandémie semble maîtrisée pourquoi l'annonce d'autres cas positifs ? Cet exemple montre la limite du schéma linéaire de la communication adopté par le Gouvernement durant cette période, qui procède à un « rétropédalage » en septembre 2021.

En effet, un communiqué rendu public le 09 septembre 2021 annonçait des mesures restrictives dont la fermeture des lieux de cultes, des

---

<sup>22</sup> Dans une émission sur la TVT, un des ministres, membre du comité scientifique de la Riposte contre le Covid 19, a déclaré dans une émission diffusée le 12 mars que les personnes non vaccinées qui seront malades du Covid-19 verseront eux-mêmes 500 000 FCFA avant le démarrage des soins. « Si tu as le diabète, tu refuses de te faire vacciner et tu arrives malade à Kégué (lieu de prise en charge des malades de coronavirus-Ndlr) avec une forme grave, nous allons te faire une ordonnance. Les cinq cent mille francs CFA par jour-là tu vas les payer (...) », a-t-il affirmé. Ceci a suscité des articles à l'instar de celui-ci : « Arrogance et menace : une sensibilisation sur le vaccin par le ministre Majesté Ihou Watéba qui dérange » <<https://togoweb.net/>>. Consulté le 18 octobre 2021.

bars et la cessation de certaines activités et, ce, pour un mois. Cette annonce a suscité beaucoup d'incompréhension et un tollé général car, les populations ne comprenaient pas sa justification, d'autant plus qu'elle laissait peu de temps aux organisations pour s'accommoder. Le gouvernement, s'étant rendu compte de l'inapplicabilité de cette mesure prise la veille pour le lendemain, a accordé une semaine supplémentaire aux églises.

On peut également se demander si les bavures policières observées durant cette période n'ont pas remis en question, l'efficacité de cette campagne d'information ? En effet, le couvre-feu instauré pour protéger les citoyens et limiter la propagation du virus s'est mué en une mesure de terreur. La force mixte anti-covid mise en place par le Gouvernement pour accompagner l'effectivité des différentes décisions qui sont prises dans le cadre de la riposte a manqué de tact dans sa méthode d'approche des populations pour le respect des horaires du couvre-feu<sup>23</sup>.

## **2.2. Pédagogie *versus* violence symbolique : quel modèle de gouvernance ?**

Au demeurant, les actes de communication et les comportements observés durant cette période posent plus largement la question du modèle démocratique, si l'on considère les bavures policières et les propos du Premier ministre. En effet, le dernier acte qu'il nous semble important de relever est le discours qu'il a prononcé le 14 septembre 2021 devant les députés de l'Assemblée nationale. En effet, venu demander le prolongement de l'état d'urgence sanitaire pour une durée de six mois, les députés lui accordent une année. Elle déclare :

Nous avons commencé par faire de la pédagogie et nous avons vu les résultats. Les gens ne vont pas dans les centres de santé juste parce qu'ils ont été plus affectés par des Fake news ou des Infox et ils ont peur d'aller se faire vacciner. Nous sommes obligés de passer à une autre stratégie pour être plus agressifs et faire peur parce que nous perdons beaucoup de temps, d'énergie et de ressources. Nous devons aller très vite. C'est une affaire de sursaut patriotique indivi-

---

<sup>23</sup> Des coups de matraque, coups de feu et humiliations en tous genres ont été relevés. Certains de ces actes ont été filmés et les vidéos largement diffusés sur les réseaux sociaux ont renforcé la crispation, voire la frustration auprès d'une population incapable de se défendre face à cette violence à la fois physique et symbolique. Un jeune homme laveur de voiture a été tué en pleine journée par un coup de feu à bout portant le 21 mai 2020 dans un quartier populaire du grand Lomé.

duel et collectif. Nous devons commencer par faire peur » (Extrait du discours prononcé par Madame le Premier Ministre le 14 septembre 2021).

Elle dira à la même occasion :

Nous avons une stratégie qui nous permet de ne pas aller détruire des vaccins périmés. Ce qui se fait dans beaucoup de pays parce que n'ayant pas réussi à les consommer. Au Togo, on ne va détruire un seul vaccin périmé. Le vaccin, ça coûte cher. Ce qui se passe dans notre pays relève réellement d'une volonté politique de faire en sorte que nous déployions les meilleures stratégies possibles pour réussir à vacciner le maximum de personnes (*Ibid.*).

Affirmant que le Togo n'allait jeter aucun vaccin périmé, cette stratégie vaccinale a été perçue comme un moyen d'inoculer à une partie de la population des vaccins périmés puisque les premières doses sont arrivées au Togo le 07 mars 2021 et la campagne vaccinale a démarré le 10 mars 2021<sup>24</sup>. On assistera par la suite à un jeu lexical en matière de communication/information. Le Gouvernement n'a jamais affirmé que la vaccination était « obligatoire » au Togo. Toutefois, le communiqué rendu public le 09 septembre 2021, stipule que l'accès aux bâtiments/services publics est subordonné à la présentation d'une preuve de vaccination ou d'un test PCR négatif de moins de 72h. Dans la même foulée, bon nombre de ministères et d'administration sortiront des notes de services subordonnant l'entrée de leurs collaborateurs et usagers dans leurs locaux à la présentation d'une preuve de vaccination. On lira dans un communiqué rendu public le 10 septembre 2021 par le ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche :

L'humanité traverse depuis quelques mois, une forte vague de la pandémie à Covid-19, avec une forte implication du variant Delta, reconnu très contagieux. Notre pays n'est pas du reste et en paye lourdement le prix. À cet effet, je demande instamment à tous les étudiants inscrits dans les universités publiques du Togo et à tous les nouveaux bacheliers non encore à jour dans leur vaccination contre la Covid-19, à le faire au plus tard le 15 septembre 2021, délai de rigueur. Passé ce délai, les administrations universitaires se réservent le droit d'en tirer les conséquences qui s'imposent (Extrait du communiqué du ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, signé le 10 septembre 2021 à l'intention de la communauté estudiantine).

---

<sup>24</sup> « Le Togo lance sa campagne de vaccination contre le Covid-19 ». <[www.rfi.fr](http://www.rfi.fr)>. Consulté le 18 octobre 2021.

Cette « obligation vaccinale » subtile va également susciter un débat mitigé dans l'espace public togolais, largement commenté sur le plan régional, voire international<sup>25</sup>. Cette décision sera qualifiée de discriminatoire en octobre 2021 par la Cour constitutionnelle togolaise qui a été saisie sur la question<sup>26</sup>.

Les éléments mis en exergue dans le cadre de cette recherche sur la communication gouvernementale en période de Covid-19 ont révélé les limites du modèle linéaire, voire mécaniste de la communication retenue. Au-delà, ils ont également montré à la lumière d'un certain nombre de pratiques infocommunicationnelles analysées l'absence d'une réelle stratégie de communication. La communication allant au-delà de l'information, à la recherche d'une adhésion et d'une co-construction de sens a fait défaut durant cette période. « La communication est l'horizon de toute société démocratique », écrit Wolton (2001 : 310).

Cela justifie le recours aux ACO pour analyser efficacement les erreurs notées dans le système de gouvernance, à l'aune des pratiques de communication publique et politique. Il s'agit de comprendre les organisations en prenant comme clé d'entrée les phénomènes de communication qui les caractérisent. En considérant le modèle linéaire de communication retenu par le gouvernement togolais, d'une part, la violence physique (bavures policières suivies de décès d'un citoyen), d'autre part, peut-on avancer que le Togo est une démocratie ? Les démocraties, qualifiées aussi de régimes hybrides, combinent des constitutions démocratiques et des comportements autoritaires

Les degrés de répression politique sont, dans ces régimes, très variables, mais ils se caractérisent tous par un fort déséquilibre des rapports de force politiques. Les régimes dynastiques et « d'hommes forts » ressemblent à des monarchies déguisées en républiques, et sont particulièrement nombreux en Afrique (...). Dans les premiers, une famille monopolise le pouvoir politique parfois depuis l'indépendance, comme au Togo, au Gabon, en Guinée équatoriale et traite le pays comme sa propriété privée (Magnani, Vircoulon : 2019, 15).

---

<sup>25</sup> « Au Togo, face au Covid-19, le Pass vaccinal exigé » <[www.dw.com/fr/](http://www.dw.com/fr/)>. Consulté le 19 septembre 2021. [www.afrique.tv5monde.com/information/](http://www.afrique.tv5monde.com/information/). Consulté le 18 octobre 2021.

<sup>26</sup> Togo : le pass vaccinal est discriminatoire selon la Cour constitutionnelle - Togo Breaking News. <[www.togobreakingnews.info](http://www.togobreakingnews.info)>. Consulté le 18 octobre 2021.

L'analyse présentée dans cette deuxième partie a révélé les significations des pratiques communicationnelles du gouvernement togolais durant la crise de la Covid 19. Ces significations montrent l'importance de privilégier la communication à l'information surtout dans un « monde 2.0 » où les populations qu'elles soient urbaines ou rurales sont informées et relaient aussi l'information. La communication publique étant intrinsèquement liée à la communication politique, la signification des pratiques a permis d'entrevoir le système de gouvernance en place.

## **Conclusion**

Cette recherche portant sur la communication gouvernementale en période de la crise à Coronavirus a eu pour objectif d'analyser les pratiques communicationnelles du gouvernement togolais pour aller à la quête de leurs significations. Pour y arriver, elle s'est intéressée au contexte pré-pandémique, au dispositif opérationnel et communicationnel mis en place dans le cadre de la riposte. Les résultats révèlent que le gouvernement togolais a su bien gérer la crise en prenant toute une panoplie de mesures classées en cinq (5) catégories et en mettant en place dès le mois de mars 2020 un plan média afin d'informer ses citoyens.

Toutefois, l'analyse du modèle de communication exécuté révèle que c'est le schéma linéaire de la « communication » développé par Shannon et Weaver qui a été davantage utilisé. Ce faisant, l'information a prédominé la communication. La modélisation de la recherche à l'aide des ACO a permis d'interroger la signification ces actes de communication. Aussi, malgré l'orchestration d'une campagne d'information plutôt bien organisée, celle-ci a été émaillée de plusieurs couacs que l'étude a fait ressortir. L'analyse des limites de cette campagne d'information a été faite du point de vue des acteurs et du contenu. Ce faisant, il a été démontré que la diversité des acteurs et l'absence de stratégie de communication a fragilisé cette campagne puisqu'on a assisté à des intimidations venant de certains porte-parole.

Du point de vue du contenu, l'étude a relevé des problèmes d'interprétation issus de certains communiqués et le manque de recul vis-à-vis dans la prise de certaines décisions ; ce qui a obligé le Gouvernement à faire des revirements spectaculaires en accordant des délais supplémentaires quant à leur mise en application. Enfin, les phénomènes de communication dominant nos sociétés, servent de légitimation des décisions politiques. Cette légitimation n'est plus

uniquement juridique ni constitutionnelle : elle vient de la capacité des États à communiquer, à expliquer leurs décisions aux populations. Dans cette perspective, on peut entrevoir par l'analyse des pratiques communicationnelles d'un gouvernement, le système de gouvernance qui le sous-tend. À l'aune des éléments d'analyse présentés ci-dessus, on voit bien la manière dont la pédagogie a cédé la place à une violence symbolique et physique confirmant ainsi la seconde hypothèse. Ainsi, le système de gouvernance togolais s'apparente au modèle hybride décrit par Magnani et Vircoulon comme exposé précédemment.

### Références bibliographiques :

- Bouillon, Jean-Luc, Bourdin, Sylvie, Loneux, Catherine (2007). De la communication organisationnelle aux « approches communicationnelles » des organisations : glissement paradigmatique et migrations conceptuelles. In: *Communication et organisation* [En ligne], 31 | 2007, mis en ligne le 01 juillet 2010. Consulté le 21 septembre 2021. URL : <<http://journals.openedition.org/communicationorganisation/90>>. DOI:<<https://doi.org/10.4000/communicationorganisation.90>>.
- Carayol, Valérie (2004). *Communication organisationnelle : une perspective allagmatique*. Paris : L'harmattan.
- Gramaccia, Gino (2001). *Les actes de langage dans les organisations*. Paris : L'harmattan.
- Hubé, Nicolas (2020). Une institutionnalisation sans professionnalisation ? l'espace interstitiel de la communication gouvernementale en RFA. In: *Les Enjeux de l'information et de la communication*, 2020/1, n° 21/2, 13 - 26.
- Laramée, Alain (2010). *La communication dans les organisations. Une introduction théorique et pratique*. Québec : TELUQ.
- Libaert, Thierry (2015). *La communication de crise*. Paris : Dunod, 4<sup>ème</sup> édition.
- Libaert, Thierry (2008). *Communiquer dans un monde incertain*. Pearson Village Mondial.
- Magnani, Victor, Vircoulon, Thierry (2019). Vers un retour de l'autoritarisme en Afrique ? In: *Politique étrangère*, n°2, 9-23. DOI 10.3917/pe.192.0009
- Markova, Jeni (2014). Concentration du pouvoir, communication gouvernementale et politique, Mémoire de recherche. Ottawa : Université d'Ottawa, École supérieure d'affaires publiques et internationales.
- Ollivier-Yaniv, Caroline (1997). L'État communicant, des formes de la communication gouvernementale, *Quaderni*, n°33, 75-83.
- Romeyer, Hélène, Fox, Stéphanie (2021). Crises sanitaires et communication: enjeux sociétaux et organisationnels, *Communiquer*, n°32, 1-12. <<https://doi.org/10.4000/communiquer.8423>>.
- Salerno, Sébastien, Amey Patrick, (2021). Mobiliser par le consentement : la communication du gouvernement suisse durant la COVID-19. In: *Communiquer* n°32, 43-62. <<https://doi.org/10.4000/communiquer.8250>>.
- Weaver, Warren, Shannon, Claude (1963). *The Mathematical Theory of Communication*. Illinois : University of Illinois Press.
- Wolton, Dominique (1995). Les contradictions de la communication politique, *Hermès, La Revue* n° 17-18, 107-124. DOI 10.4267/2042/15211
- Wolton, Dominique (2009). *Informé n'est pas communiquer*. Paris : CNRS Éd., coll. Débats.
- Wolton, Dominique (2001). La communication, un enjeu scientifique et politique majeur du XXI<sup>ème</sup> siècle. In: *L'Année sociologique*, Vol.51, 309-326
- YAO, Namoin (2018). Une analyse de la communication publique au Togo. In: *RAMReS, Revue Africaine et Malgache de Recherche Scientifique Nouvelle Série, Sciences Humaines*, N°010 - 1er Semestre 2018, 53-62.

## *Revue Africaine de Communication (RAC)*



La *Revue Africaine de Communication (RAC)*, qui s'adresse aux chercheurs, enseignants-chercheurs, doctorants et professionnels de l'information et de la communication, publie des articles inédits à caractère scientifique dans les domaines des sciences et des technologies de l'information et de la communication.

De plus, elle a pour principal objectif de contribuer, le plus largement possible, au développement des théories et des pratiques portant sur les sciences et les techniques de l'information et de la communication, mais aussi sur l'analyse du discours, le droit, l'éthique et la déontologie des médias. Les domaines de l'information et de la communication sont articulés à d'autres champs disciplinaires tels que les sciences politiques, l'économie, la géopolitique, l'éducation, la sociologie, l'anthropologie, la linguistique, le management, le marketing et la culture. La *RAC*, qui se veut un espace de dialogue interdisciplinaire, accepte aussi dans sa partie *Varia* des articles des autres disciplines dont l'intérêt pour le développement des sciences de l'information et de la communication est évident.

Ce numéro de la *Revue Africaine de Communication* se donne pour objectifs d'élargir le débat sur la désinformation, de jauger sa complexité et de se pencher sur des solutions qui pourraient renforcer la résilience de la communauté à ce phénomène à travers l'éducation aux médias, la déconstruction des leviers de la désinformation (enjeux, stratégies et techniques), l'analyse des failles de la communication de crise et de la communication scientifique, etc.



UNIVERSITÉ CHEIKH ANTA DIOP DE DAKAR  
CENTRE D'ÉTUDES DES SCIENCES ET TECHNIQUES DE L'INFORMATION